

A Cuba, la police interrompt une grève de la faim de dissidents

Ce collectif entendait protester contre la condamnation d'un rappeur

Il a suffi aux forces de l'ordre cubaines d'un prétexte sanitaire pour mettre brutalement fin à dix jours de contestations inédites au cœur même de La Vieille Havane. Arguant d'une « violation du protocole de santé pour les voyageurs internationaux », en référence à l'arrivée sur les lieux du journaliste et écrivain cubain Carlos Manuel Alvarez, collaborateur au *Washington Post* et au *New York Times*, plusieurs dizaines de policiers ont évacué, dans la nuit du jeudi 26 novembre, le local du Mouvement San Isidro (MSI), un collectif d'artistes et d'intellectuels dissidents. Six personnes y avaient entamé une grève de la faim pour protester contre l'incarcération du rappeur Denis Solis en début du mois.

L'intervention, violente et spectaculaire de par les moyens engagés, selon les premiers témoignages, a été précédée par une coupure générale des réseaux Facebook, Twitter et Instagram sur toute l'île. C'est par eux que communiquaient les grévistes et huit autres militants, retranchés ensemble depuis le 10 novembre dans cette maison appartenant à l'artiste et figure de proue du mouvement Luis Manuel Otero Alcantara. Juste avant l'intervention policière, trois médecins ont frappé à la porte pour vérifier, selon eux, la validité du test du Covid-19 de Carlos Manuel Alvarez. Tard dans la nuit, la majorité des personnes interpellées ont fait savoir sur les réseaux sociaux, à nouveau fonctionnels, qu'elles avaient été relâchées.

Peu connu jusque-là du grand public, le MSI, créé en 2018 contre la censure artistique, a largement gagné ces derniers jours en notoriété, au-delà même des frontières, avec cette mobilisation abon-

Le Mouvement San Isidro a réussi à susciter une rare unanimité parmi les principales organisations d'opposition

damment relayée en ligne. Au point que, pour de nombreux observateurs, celle-ci figure comme l'action de désobéissance civile la plus importante depuis mai 2019, lorsque des militants avaient défié le pouvoir en organisant une Gay Pride, malgré son interdiction, au cœur de la capitale cubaine. La marche s'était soldée par l'arrestation sans ménagement de trois militants, à quelques mètres du Malecon, la célèbre avenue du bord de mer.

L'initiative du MSI a commencé le 9 novembre. Ce jour-là, le rappeur Denis Solis, un jeune chanteur critique du régime, est arrêté et condamné à huit mois de prison pour « outrage » à l'autorité. Un fait plutôt rare à Cuba, où les opposants sont généralement relâchés après quelques heures de garde à vue. Denis Solis est accusé d'avoir insulté, trois jours auparavant, un policier (surnommé « poulet en uniforme ») qui était entré en force chez lui et sans mandat d'arrêt. Le rappeur a filmé la scène avec son téléphone, avant de diffuser la séquence sur Internet, où l'on voit l'agent masqué prenant lui aussi des images.

Les membres du mouvement décident alors de se réunir devant le commissariat afin de lire des poèmes en faveur de la libération du chanteur. Ils sont arrêtés. Cer-

tains resteront derrière les barreaux pendant plus de trois jours.

Face à ce « dialogue impossible avec les autorités », selon les mots du réalisateur Carlos Lechuga, une dizaine de membres du groupe décident de s'installer au siège du MSI pour continuer à lire des textes poétiques. Après deux jours de lectures paisibles, la police embarque la voisine qui venait apporter nourriture et fournitures au petit groupe.

Neuf d'entre eux décident alors de se lancer dans une grève de la faim. Le 19 novembre, un liquide étrange est découvert dans la source d'eau du bâtiment. Les occupants soupçonnent les autorités d'y avoir versé de l'acide. Ce jour-là, le groupe décide d'ajouter à sa revendication de libération du rappeur rebelle la fermeture des nouvelles boutiques ouvertes par le gouvernement cet été et dans lesquelles il n'est possible de ne payer qu'en dollars, une monnaie qui ne circule pas dans le pays. Par la suite, trois membres du collectif décideront de reprendre leur alimentation, tout en restant solidaires du mouvement.

« La pression augmente »

La grève de la faim est un mode d'action de l'opposition cubaine qui s'est développé ces dernières années, non sans drames. **Le 23 février 2010, le prisonnier politique Orlando Zapata Tamayo, ouvrier maçon âgé de 42 ans, meurt dans un hôpital de La Havane, après quatre-vingt-cinq jours de jeûne.** Il demandait aux autorités que lui soit reconnue la condition de « prisonnier de conscience » adoptée par Amnesty International. Cinq mois plus tard, l'opposant Guillermo Farinas, ancien combattant de la guerre d'Angola, suspend sa grève de la faim après l'annonce de la libération de 52 pri-

sonniers politiques. En 2012, le dissident Wilman Villar Mendoza, 31 ans, décède à son tour. Il entendait protester contre sa condamnation à quatre ans de prison pour « outrage aux autorités ».

Joint par WhatsApp quelques heures à peine avant l'intervention de la police au MSI, Carlos Alvarez a confié au *Monde* que « le moment était critique », précisant que les grévistes « perdaient des forces » et qu'« il fallait éviter toute tragédie ». Dans un Tweet rédigé peu après l'intervention policière, il écrit : « Ils nous ont complètement isolés, mais nos yeux ont vu, nos oreilles ont entendu, nos corps ont pensé, et cette transmission a atteint tout le monde à l'extérieur. »

Fait notable, le MSI a réussi à susciter une rare unanimité parmi principales organisations d'opposition, qui ont toutes apporté leur soutien, comme l'Union patriotique de Cuba (Unpacu), les Dames en blanc et Cuba Decide. « La pression augmente, observe Clara, une étudiante proche du MSI, jointe par téléphone et qui préfère taire son nom. Alors que le régime tente de s'ouvrir économiquement et sur les réseaux, il s'est considérablement durci contre les milieux intellectuels et culturels, dont la parole devient de plus en plus sonore. »

La directrice d'Amnesty International pour les Amériques, Erika Guevara Rosas, estime de son côté que « les autorités peuvent continuer à harceler, intimider, arrêter et criminaliser les artistes et penseurs alternatifs, mais elles ne peuvent pas garder leurs esprits en prison ».

Vendredi après-midi, près de 70 personnes se sont rassemblées devant le ministère de la culture, où une délégation a été reçue. Assis dans le calme devant les grilles, ils ont lu des textes de poésie. ■

NICOLAS BOURCIER